

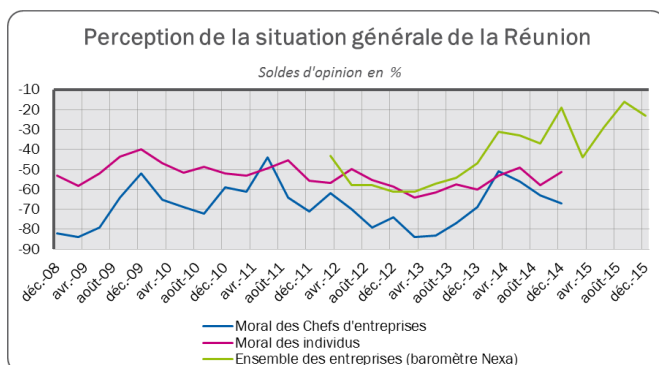
Etat économique et social « au beau fixe »

Les acteurs économiques réunionnais ont profité d'un environnement relativement dynamique au dernier trimestre 2015. Les trois derniers mois de l'année écoulée alignent des indicateurs encourageants et attestent d'une moindre appréhension des entreprises et des individus.

Ils se traduisent notamment sur le front de l'emploi qui voit une belle progression des effectifs salariés, associée à une réduction des demandeurs d'emplois.

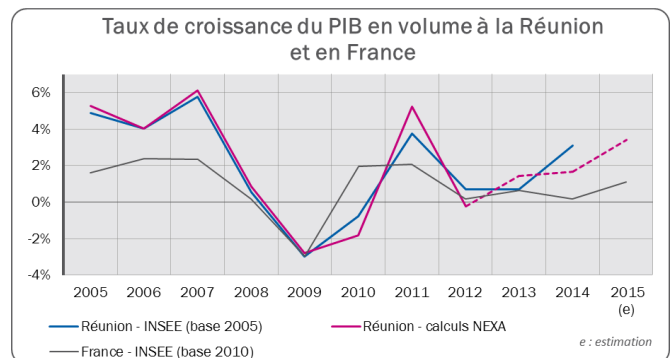
Plusieurs facteurs expliquent cet optimisme. D'abord sur le plan de la demande, la consommation des ménages profite d'un pouvoir d'achat toujours croissant associé à une facilité d'emprunt accrue.

De même, les différents secteurs d'activités ont bénéficié de conditions financières attractives, avec des taux d'intérêt toujours bas permettant un recours plus avantageux aux financements bancaires. Par ailleurs, une campagne sucrière correcte et une production agro-alimentaire de qualité ont pu être valorisées par une amélioration des exportations.



Sources : IPSOS, Nexa

L'intégration des nouveaux paramètres a permis de consolider notre prévision pour l'année 2015. L'économie réunionnaise s'inscrit sur un chemin résolument optimiste. A 3,9% en volume, la croissance s'appuie sur une forte progression de l'investissement couplée à une solide consommation.



Sources : INSEE, Nexa

Nos prévisions sont construites à partir des comptes définitifs, des estimations issues des comptes rapides régionaux CEROM (INSEE – IEDOM – AFD) et de modélisations économétriques reposant sur des indicateurs économiques (avec déflateur IPC).

● La consommation des ménages portée par des conditions financières favorables

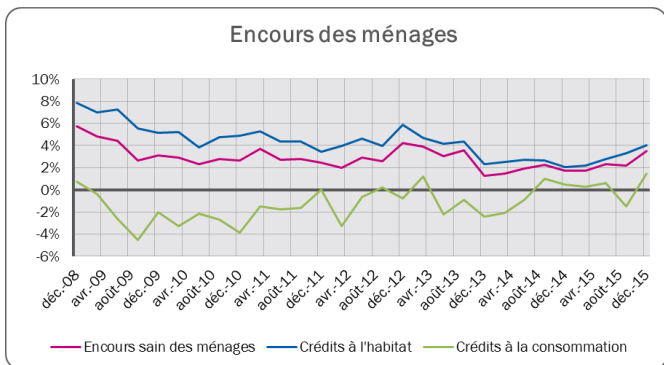
Une inflation quasi-nulle, des taux d'intérêt faibles, conjugués à une situation économique et sociale améliorée, ont encouragé les ménages à consommer au cours du dernier trimestre 2015. L'encours des crédits à la consommation progresse de 1,6% sur cette période pour atteindre 1,6 Mds € au 31 décembre.

Sommaire :

La tendance macro-économique
Les analyses sectorielles et empiriques
Les événements marquants récents
L'enquête auprès des dirigeants d'entreprises
Les perspectives à court et moyen terme

Observatoire régional de l'économie

Directeur de la publication : Gaston BIGEY
Rédaction : Frédéric LORION
Graphiques : Rekha GRIMOIRE
Conception et édition : Nexa
Contact : observatoire@nexa.re

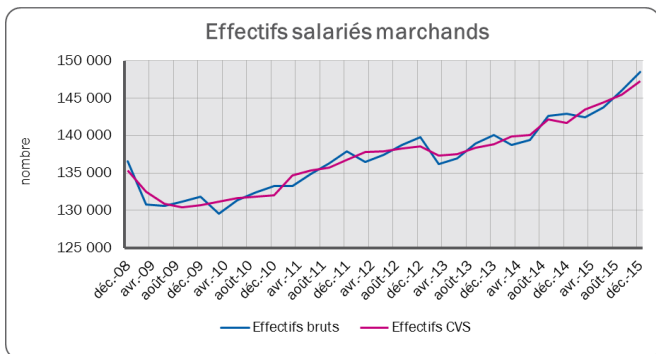


Source : IEDOM

La vigueur économique profite à l'emploi salarié et freine la progression du chômage

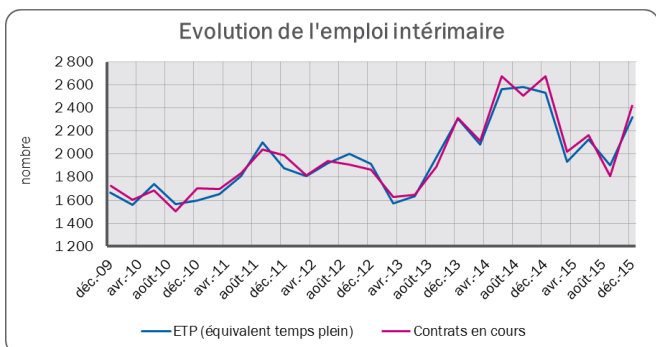
La croissance des effectifs salariés s'accélère sur le territoire réunionnais au dernier trimestre 2015. Elle atteint +1,2% par rapport au trimestre précédent et gagne 3,9% en glissement annuel. La progression plus modeste de la masse salariale, de 0,9%, témoigne d'une baisse du salaire moyen par tête provenant vraisemblablement du recrutement d'une main d'œuvre moins qualifiée et/ou à plus faible revenu.

Hors variations saisonnières, le secteur marchand compte 1 730 salariés supplémentaires au cours du trimestre, soit 5 560 de plus en un an. Selon l'ACOSS, cette importante progression représente la plus forte augmentation parmi les différentes régions françaises sur cette période, et concerne l'ensemble des secteurs.



Source : ACOSS

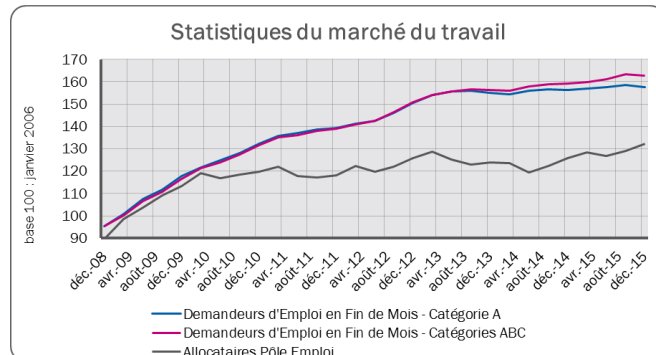
Confirmant le surcroît d'activité en fin d'année, les emplois intérimaires ont rebondi de 34% au dernier trimestre pour répondre au besoin en main d'œuvre des entreprises. Ce niveau apparaît toutefois en retrait de 9% en glissement annuel par rapport à 2014, ce qui pourrait être expliqué par une pérennisation des contrats salariés.



Source : Dares

Le nombre des demandeurs d'emplois au quatrième trimestre se réduit respectivement de -0,6% et de -0,2% pour les catégories A et ABC. Cet événement marque une rupture dans une évolution croissante quasi continue depuis 2008.

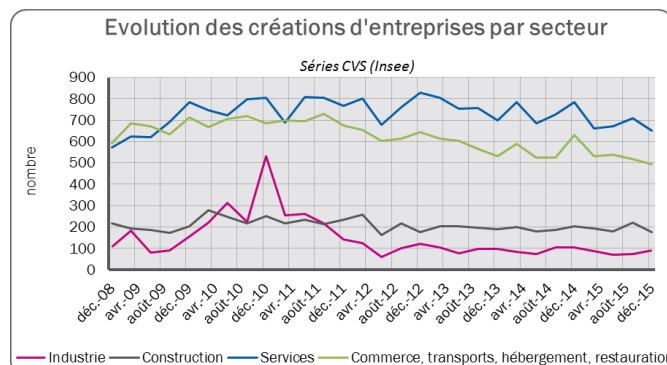
L'inversion de la courbe de chômage nécessitera une confirmation de la tendance observée puisque les effectifs en recherche d'emploi accusent encore des augmentations respectives de 0,7% et de 2,2% en glissement annuel.



Sources : DIECCTE, Pôle Emploi

Dans le même temps, la situation s'améliore pour la prise en charge des chômeurs. Le nombre des allocataires de Pôle Emploi augmente de 2,6% sur le quatrième trimestre et de 5% sur une année, réduisant ainsi le nombre d'individus non indemnisés.

L'entrepreneuriat séduit moins malgré l'éclaircie des perspectives économiques

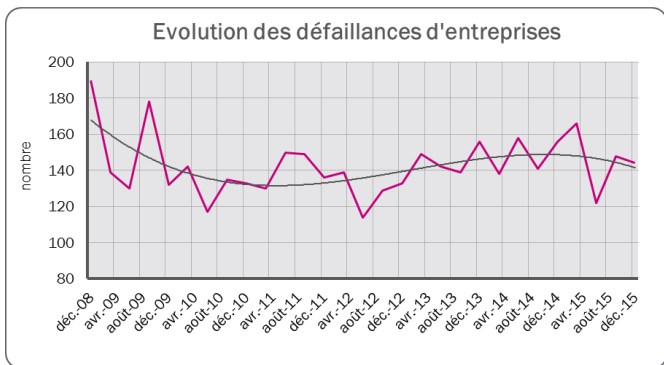


Source : INSEE

Avec près de 1 400 entités nouvellement inscrites au quatrième trimestre 2015, les créations d'entreprises baissent de 7% par rapport au trimestre précédent. En glissement annuel, le recul est plus significatif : -19% par rapport au quatrième trimestre 2014. Les plus forts replis se concentrent dans les secteurs des services et de la construction.

En outre, cette contre-performance pèse davantage pour les immatriculations en catégorie juridique individuelle que pour les régimes en société. Cela peut être dû aux changements successifs intervenus dans le statut d'auto-entrepreneur en 2014 puis en 2015, et à venir en 2016.

Les défaillances d'entreprises se sont stabilisées au cours de la période, elles se maintiennent à un niveau moyen, juste au-dessus de 140 entreprises par trimestre.

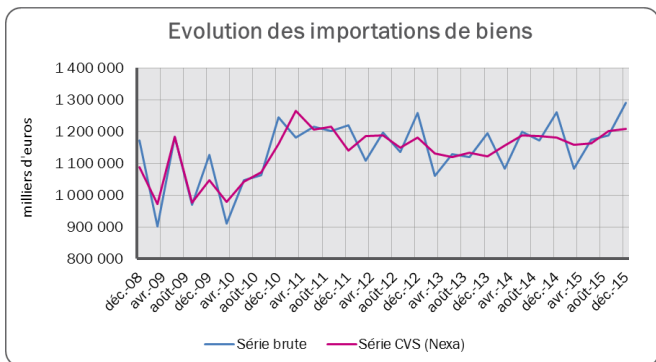


Source : INSEE

Le commerce extérieur bénéficie autant des importations que des exportations

Au dernier trimestre de l'année, les importations ont représenté près de 1,3 milliards d'euros et ont progressé respectivement de 0,6% et 2,2% en glissement trimestriel et annuel. Le volume total de l'année 2015 atteint 4,735 milliards d'euros, en hausse de 0,4% par rapport à 2014.

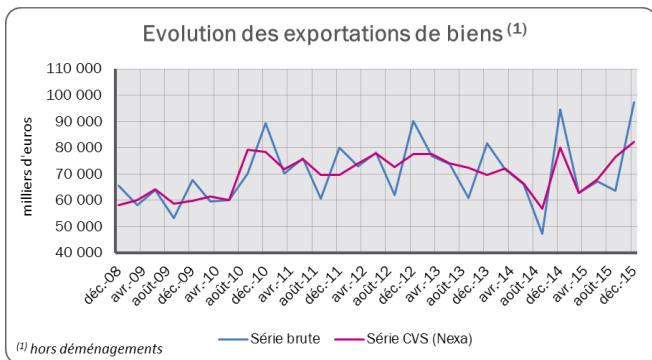
La balance commerciale bénéficie de la chute des cours mondiaux des hydrocarbures, qui introduit un mécanisme de déflation importée : les quantités importées ont augmenté de 3% sur l'année avec 3,255 millions de tonnes de marchandises débarquées.



Source : Douanes

Après l'excellente performance du troisième trimestre, les exportations de biens se sont encore améliorées en fin d'année, affichant une hausse de 7,3% sur les trois derniers mois. Elles totalisent plus de 290 M€ en valeur sur l'exercice 2015, soit 4% de plus qu'en 2014.

Les plus fortes progressions concernent les fruits frais et en conserve (+886% à 7,1 M€), les instruments et appareils de précisions (+483% à 8,3 M€) les poissons (+217% à 27,6 M€). A 20 M€, les exportations de sucres se stabilisent à un niveau élevé.



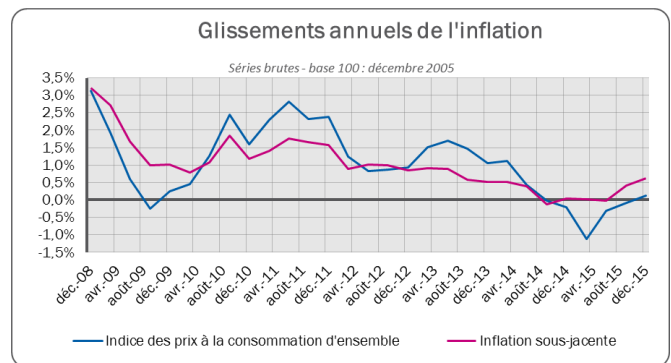
(1) hors déménagements
Source : Douanes

Pour répondre à la forte demande, un avion-cargo affrété par la compagnie Air Austral, a été dédié au transport de fruits réunionnais en décembre. 94 tonnes de litchis et d'ananas ont transité par Liège, avant d'être transportées vers le marché de Rungis, pour une commercialisation en métropole et en Europe.

La timide remontée des prix ne perturbe pas le pouvoir d'achat

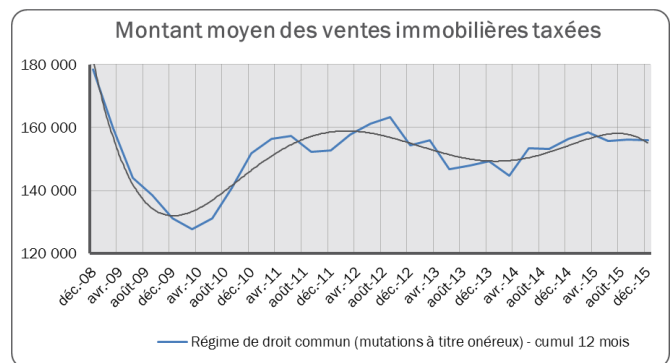
Affichée en évolution annuelle, l'inflation retrouve un terrain légèrement positif en fin d'année, avec une progression de 0,1% par rapport au dernier trimestre 2014. Cette hausse des prix provient essentiellement des services, en lien avec les tarifs de transports pendant les périodes de vacances scolaires d'octobre et de décembre ainsi que des produits manufacturés, après les périodes promotionnelles de soldes. Malgré un rebond en décembre, les tarifs de l'énergie restent contenus par la baisse des cours sur les produits pétroliers au cours de la période.

L'inflation sous-jacente, qui écarte les composantes les plus volatiles de l'indice, tels que les produits frais de l'alimentation, le tabac et l'énergie, permet d'isoler la tendance de fond des prix. Au dernier trimestre, elle confirme leur remontée avec un taux à 0,6% en glissement annuel.



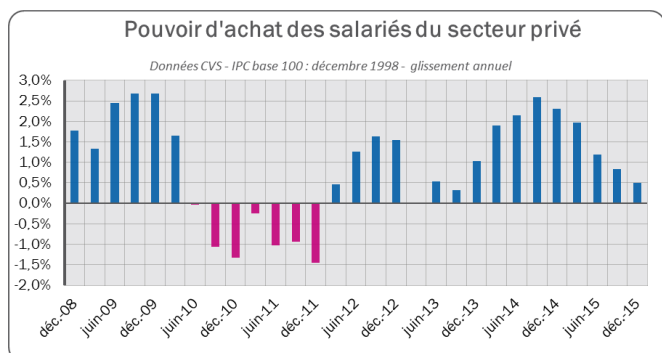
Sources : INSEE - calculs Nexa

Sur les marchés immobiliers, les prix moyens des transactions de patrimoine accusent un très léger recul de -0,1% au quatrième trimestre par rapport au trimestre précédent, et de -0,3% en glissement annuel. Cette évolution, en décalage avec le contexte d'accroissement démographique de 0,7% par an, atteste des difficultés rencontrées par le marché immobilier réunionnais.



Source : CGEDD/MEDOC

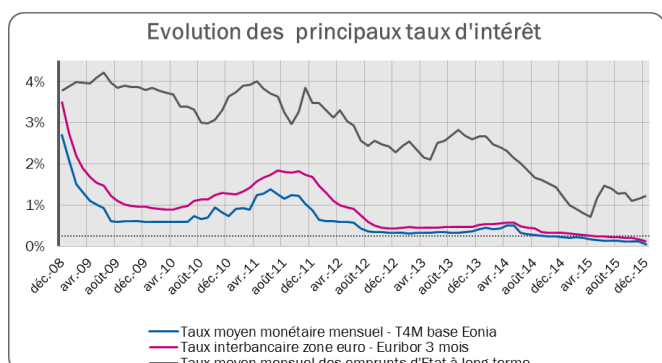
Le différentiel mesuré entre l'évolution du salaire moyen par tête dans le secteur marchand et celle de l'indice général des prix apparaît toujours excédentaire, de 0,5% sur le trimestre, générant un pouvoir d'achat théorique encore positif. Ce gain s'atténue cependant par rapport aux trimestres précédents, signalant une possible altération de la capacité future à consommer des ménages.



Sources : ACOSS, INSEE - calculs Nexa

Les investissements accélèrent et profitent des taux d'intérêts attractifs

Les taux d'intérêts interbancaires européens et nationaux sont durablement orientés en territoire négatif dans le but d'encourager le financement de l'économie et des entreprises. Ce dispositif initié par la Banque Centrale Européenne, doit permettre aux établissements bancaires d'offrir des conditions avantageuses aux investisseurs en réduisant leurs charges de financement.



Sources : IEDOM, Banque de France

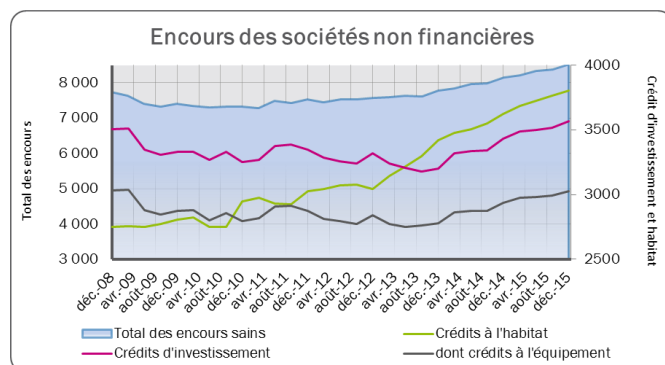
La perception sectorielle et empirique

(*) En italique dans la présente note - Tableau de synthèse à la page 9

Notre enquête d'opinion auprès de 300 dirigeants d'entreprises réunionnaises dévoile un **quatrième trimestre 2015** en légère perte de vitesse par rapport au dernier trimestre de l'année précédente. Malgré un niveau d'activité supérieur aux prévisions des acteurs, le chiffre d'affaires de cette fin d'année reste croissant mais s'inscrit en repli par rapport à 2014.

La demande du marché bien que moindre en glissement annuel, se stabilise à un haut niveau par rapport au trimestre précédent et conduit l'ensemble des secteurs d'activité à maintenir leurs capacités de

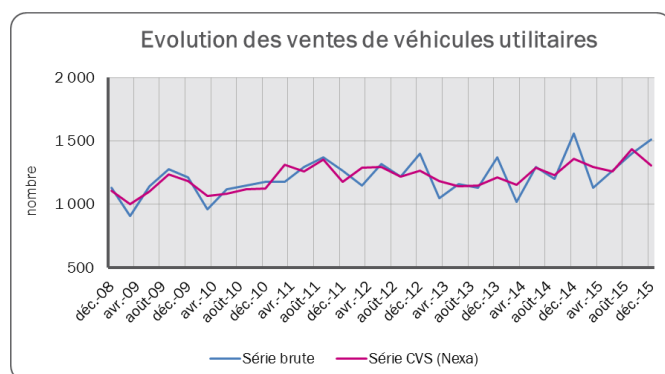
A La Réunion, la politique monétaire accommodante de la BCE produit également ses effets même si un écart de taux persiste entre le marché local et national. Le contexte permet ainsi aux entrepreneurs locaux d'accroître encore leurs encours de crédit sur le dernier trimestre à 8,5 milliards d'euros dont 3,6 milliards d'euros pour les investissements, en croissance de 3,9% sur une année.



Source : IEDOM

Le constat est corroboré par les importations de biens d'équipements professionnels, en augmentation de 7,2% sur le trimestre, et de 8,8% en cumul sur une année pour un total de 1,261 milliards d'euros.

En revanche, les ventes de véhicules utilitaires, corrigées des effets saisonniers, reculent de -3,9% au cours du dernier trimestre par rapport à celui de l'année précédente. Au total sur douze mois, elles présentent une croissance significative de 5,2%.



Source : SICR - Fichier central des automobiles

production et leurs effectifs salariés. Parallèlement, les dirigeants limitent leurs recours au crédit bancaire et autres sources de financement.

Pour le premier trimestre 2016, les décideurs sont plus optimistes, aussi bien pour l'économie réunionnaise que pour leur propre entreprise. Ils anticipent une amélioration du chiffre d'affaires par rapport à l'année précédente, favorisée par la progression du carnet de commandes. Combinée à une augmentation des prix de vente, la reprise de l'activité devrait accroître la rentabilité des acteurs.

Si les entreprises semblent vouloir investir davantage en début d'année, elles pourraient se montrer plus réticentes à embaucher.

Dans le détail cependant, les résultats de cette perception générale dévoilent d'importantes disparités entre les différents secteurs.

● La demande comme moteur des activités industrielles

Le niveau d'activité perçu à la fin d'année 2015 se situe au-delà des attentes des **industriels des biens de consommation** et la filière s'est inscrite dans le recrutement des salariés. Parallèlement, les dirigeants notent une progression des indicateurs de marge et de rentabilité, soutenue par une légère hausse des prix du marché. Les investissements semblent également suivre une tendance croissante sur la période.

Malgré un ralentissement saisonnier prévu pour le début 2016, les chefs d'entreprise s'attendent à voir leurs capacités de production mieux utilisées. Les investissements devraient repartir à la hausse, probablement financés par des emprunts bancaires.

Le chiffre d'affaires des **autres industries** ressort en nette amélioration au quatrième trimestre 2015 par rapport à l'année précédente. Les professionnels ne rechignent pas à améliorer leurs capacités de production et à accroître leurs effectifs. Enfin, ils constatent un recours plus important au crédit bancaire et aux autres sources de financement.

A court terme, l'activité anticipée des industriels pourrait se stabiliser sous les niveaux habituels, sans affecter toutefois la marge et la rentabilité du secteur qui devraient cependant progresser sous l'effet d'une hausse des prix.

● Les transporteurs bénéficient de commandes et de flux soutenus

Les **transporteurs routiers de passagers** retrouvent confiance en l'économie réunionnaise en cette fin d'année. Cette période apparaît particulièrement propice à l'augmentation de l'emploi salarié. Par ailleurs, le dynamisme de la demande du marché contribue à une meilleure utilisation des capacités de production.

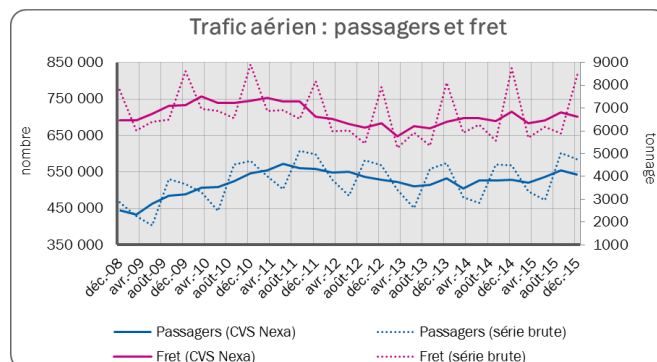
Les premiers mois de l'année 2016 s'annoncent plus circonspects. L'anticipation par les acteurs d'un ralentissement de l'activité devrait s'accompagner d'une chute de la rentabilité. Pour autant, les transporteurs de passagers devraient poursuivre le recrutement de nouveaux salariés.

Le chiffre d'affaires des **transporteurs de marchandises** s'améliore par rapport aux trois premiers trimestres 2015, mais reste stable en comparaison de 2014. Néanmoins, les dirigeants n'optimisent pas complètement leurs capacités de production durant cette période.

Pour le premier trimestre 2016, les hypothèses sont plus convaincantes. Le carnet de commandes devrait progresser de manière significative, améliorant ainsi le chiffre d'affaires et la marge du secteur. Les

transporteurs envisageraient alors de recourir à des financements externes, afin de faire face à des investissements plus conséquents.

Le **transport aérien** de passagers, malgré une légère contraction de -1,9% par rapport au trimestre précédent, présente une évolution appréciable de 2,9% en glissement annuel. Sur l'année 2015, le nombre de voyageurs comptabilisés par les deux aéroports progresse de 3,4%, à 2,154 millions de personnes.



Sources : Aéroports Pierrefonds et Roland Garros

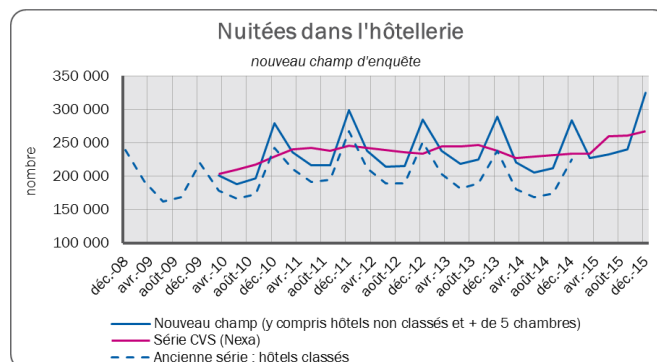
Du côté des entrées maritimes de marchandises, l'activité du hub maritime commence à porter ses fruits puisque le **transbordement** a été amplifié de +47% en glissement annuel.

● Retour des réjouissances dans les activités touristiques

Malgré un chiffre d'affaires inférieur à celui du dernier trimestre de 2014, les demandes et les réservations pour **l'hôtellerie et la restauration** de ce trimestre sont supérieures aux attentes des entreprises. Retrouvant confiance en la situation économique de La Réunion, les professionnels réalisent plus d'investissements durant cette période.

Les anticipations pour le début d'année 2016 révèlent une activité en retrait, habituelle pour cette saison de faible fréquentation touristique. Cependant, le recul de la demande et du chiffre d'affaires devrait être plus modéré que l'année précédente, laissant entrevoir de possibles perspectives d'investissement.

Confirant les opinions des professionnels, la fréquentation des hôtels classés arbore une hausse de 14% par rapport au quatrième trimestre 2014 avec 324 800 nuitées. Sur l'année, le million de nuitées est dépassé pour la première fois et gagne 11% par rapport à 2014. Le taux d'occupation progresse de 2 points à 61,1%.



Source : INSEE - enquête de fréquentation hôtelière

Concomitant avec l'amélioration de la fréquentation, l'offre hôtelière s'accroît et gagne en qualité. 4 nouveaux hôtels dont un « 5 étoiles » ont ouvert leurs portes au quatrième trimestre, offrant 300 nouvelles chambres réparties sur les régions ouest et sud de l'île.

En écho à l'ouverture de la saison touristique, le secteur a pu bénéficier des retombées médiatiques des éruptions volcaniques en octobre et de la sécurisation des zones de baignades en décembre.

Enfin, la période coïncide également avec le marché des croisiéristes, en activité de novembre 2015 à avril 2016 : 29 escales sont prévues soit 6 de plus par rapport à l'année dernière. Au total, 33 000 passagers de différentes nationalités pourront visiter La Réunion.

● Dualité contrariante dans le bâtiment et les travaux publics

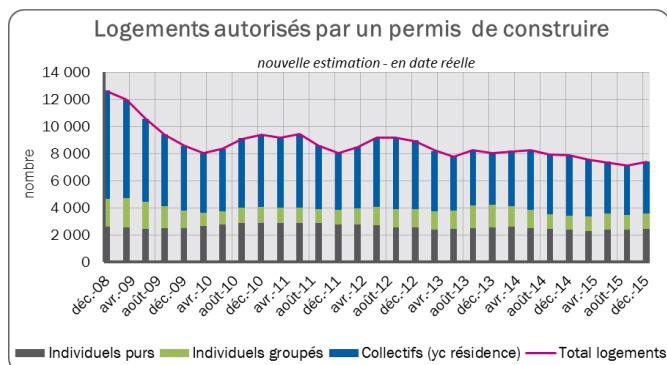
Les dirigeants interrogés pour la filière BTP-construction accusent un quatrième trimestre 2015 désastreux. Le déclin du carnet de commandes entraîne à la baisse le chiffre d'affaires des entrepreneurs. Ces derniers compriment leurs capacités de production et sont de plus en plus réticents à emprunter. Dans le même temps, les prix appliqués dans le secteur sont en net retrait.

Pour la période allant de janvier à mars 2016, les acteurs devraient encore faire face au ralentissement saisonnier. Ainsi, ils prévoient de restreindre leurs capacités de production et leurs investissements. Du côté du personnel, on envisage une réduction des effectifs salariés et du temps consacré à la formation.

Cette appréhension des professionnels trouve son origine dans les difficultés rencontrées principalement dans le **secteur du logement**. Alors que le marché privé est en panne depuis les rabotages successifs des lois de défiscalisation, le secteur social subit également une dégradation. La programmation en 2015 se cantonne à 2 000 logements neufs, contre plus de 4 000 les années précédentes.

Les permis de construire illustrent dramatiquement le phénomène d'érosion malgré un sursaut de 4% des permis attribués en fin d'année pour 7 400 logements. En glissement annuel, les autorisations reculent de 6% voire même de 15% pour les logements collectifs.

Le projet Pôle Sanitaire Ouest (PSO) dont les travaux ont démarré au quatrième trimestre, a apporté un nouveau souffle en matière de construction publique.



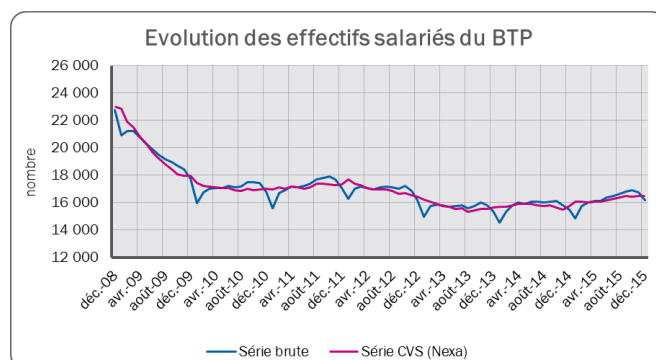
Source : CGEDD - SOeS/Sit@del2

L'opérateur immobilier CBo Territoria a présenté des chiffres en conformité avec la situation. En 2015, l'activité de promotion en logement privé recule de 8% tandis que le chiffre d'affaires pour l'habitat social s'effrite de 2%. Le groupe s'en sort grâce à la promotion immobilière d'entreprises et la vente de terrains à bâtir.

Le tableau est beaucoup plus positif en ce qui concerne **les travaux publics**. La Nouvelle Route du Littoral constitue clairement un apport conséquent pour la commande publique à La Réunion avec 240 M€ de dépenses mandatées par la collectivité régionale en 2015 contre 175 M€ en 2014.

Confronté à la problématique des carrières, le chantier a nécessité l'importation ponctuelle de roches de Madagascar. Afin de parer à la destruction des digues en cas de risque de cyclonique, deux rotations de barges ont été effectuées au cours du trimestre pour 221 000 tonnes de roches sur un total de 18 millions pour le chantier dans son intégralité.

Dans ce contexte, les effectifs du BTP progressent tout de même de 0,5% en glissement trimestriel, à près de 16 500 salariés. Sur l'année, le secteur compte en moyenne 16 255 salariés, en hausse de 3,1%.



Source : CCP BTP

● Après les fêtes, les commerçants redoutent un resserrement de la demande

*Les résultats de l'enquête de conjoncture du quatrième trimestre pour le **commerce de gros** se situent au-delà du trimestre précédent mais s'avèrent nuancés. Malgré l'accroissement de la demande du marché, les décideurs pensent accroître leurs investissements et leurs effectifs salariés. On note également un recul du temps consacré à la formation de leur équipe.*

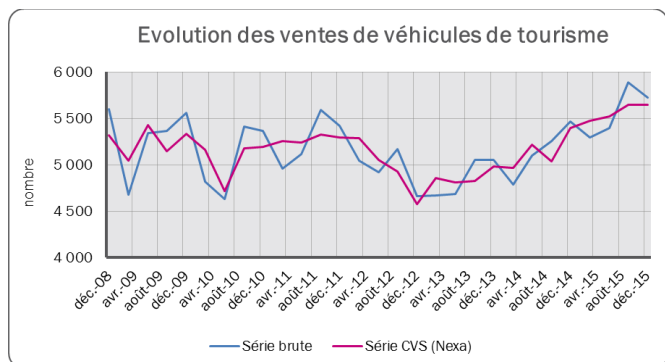
Pour les trois premiers mois en 2016, aucune reprise de l'activité du secteur n'est envisagée. Le chiffre d'affaires devrait s'effondrer, faisant les frais d'un carnet de commandes en berne. Dans le même temps, on anticipe une réduction des prix de vente et du niveau d'investissement.

*Les fêtes de fin d'année n'ont pas été à la hauteur des attentes des **commerçants de détail**. Le niveau d'activité s'améliore pourtant par rapport à 2014, tandis que les indicateurs de marge et de rentabilité profitent d'une hausse des prix, après plusieurs trimestres de tassement. Parallèlement, on note un regain d'optimisme sur la situation économique de l'île.*

Selon un sondage IPSOS, les réunionnais étaient tentés de réduire leurs dépenses pour les fêtes de fin d'année, tant en repas qu'en dépenses de cadeaux.

Au premier trimestre 2016, les dirigeants espèrent encore un sursaut de l'activité, qui serait alimenté par la demande du marché. Les commerçants pourraient ainsi ajuster leurs capacités de production à la hausse, et réaliser une marge positive. Toutefois, les perspectives en termes d'embauche salariée s'annoncent plutôt moroses.

L'évolution des ventes des produits de grande consommation, relevée par l'institut IPSOS, confirme l'analyse des professionnels en indiquant un accroissement saisonnier au quatrième trimestre mais légèrement inférieur de 1 point à celui de 2014. La tendance générale de long terme atteste de la progression continue de la grande distribution.



Source : CGDD, SOeS

Emblématiques de la consommation à La Réunion, les ventes d'automobiles de tourisme se sont tassées en fin d'année avec 5 700 voitures vendues (en recul de 2,8% par rapport au trimestre précédent). En tenant compte de la saisonnalité, elles affirment toutefois leur vigueur. Les concessionnaires auront écoulé 22 300 véhicules en 2015, en croissance annuelle de 8%.

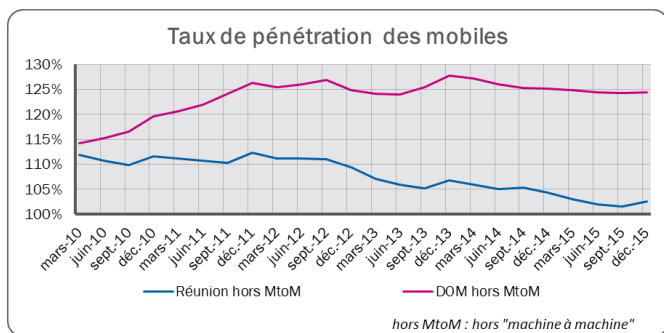
Les acteurs du numérique portés par la fibre optique

La fin d'année 2015 paraît plutôt décevante en termes d'activité pour la filière numérique, hors fournisseurs d'accès à internet (FAI). Le déclin du carnet de commandes, combiné à un tassement des prix de vente, entraîne la rentabilité des entreprises à la baisse. Par conséquent, ces dernières restreignent leurs capacités de production.

Les perspectives sont plus prometteuses à court-terme, les chefs d'entreprises espérant un rebond de la demande du marché et une meilleure situation économique générale. Néanmoins, le secteur devrait subir un essoufflement de l'investissement.

Pour les FAI et les opérateurs des télécommunications en revanche, l'activité est subordonnée à la course aux abonnés. Orange, SFR et ZEOP s'activent à l'extension de leurs réseaux en fibre optique sur l'ensemble des communes de l'île.

En fin d'année, la société Nextiraone a commencé le déploiement du « wifi régional grand public » pour le compte de la Région Réunion : une quarantaine de sites publics devaient être installés.



Source : ARCEP

La téléphonie mobile regagne du terrain : le parc mobile total augmente de 1% sur le trimestre, à 867 000 cartes SIM, pour un taux de couverture de 102,6%, très éloigné de celui de l'ensemble des DOM.

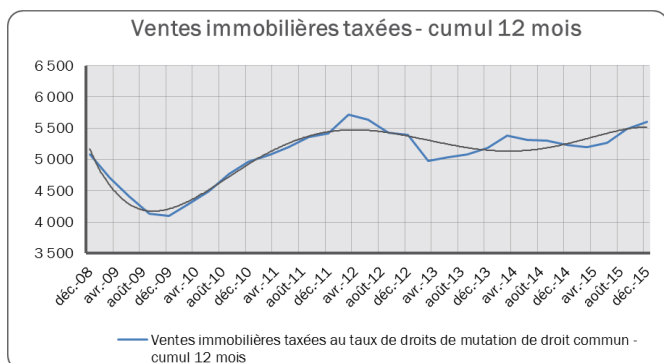
Les autres services marchands optimistes malgré quelques contrariétés

Malgré un léger recul de la demande ressenti en fin d'année, l'activité des autres services marchands garde une progression positive accompagnée de signes d'instabilité. Si l'emploi salarié semble peu sensible à ces évolutions et varie furtivement sur la période, les capacités de production sont moins sollicitées qu'en 2014. Par ailleurs, le secteur se montre plus prudent envers la situation économique générale par rapport à l'année précédente.

Le début d'année 2016 semble plus propice à une reprise de l'activité. Selon les professionnels interrogés, l'investissement devrait repartir à la hausse, tout comme l'utilisation des capacités de production. En outre, une possible augmentation des prix dans les mois à venir a été pressentie.

Après l'intégration de la Banque de la Réunion au sein du groupe Caisse d'Epargne, les services bancaires continuent leur mutation avec l'arrivée du compte Nickel, lancé par la société ZEOP. Cette nouveauté à La Réunion offre une alternative au réseau traditionnel. Elle permet d'obtenir rapidement un compte et des moyens de paiement sans conditions de revenus, de dépôts ou de patrimoine, sans possibilité de découvert ni de crédit, et ne facture ni frais bancaires, ni commission d'intervention.

Sur le terrain des transactions immobilières, l'activité s'est accélérée en fin d'année. Les ventes cumulées sur douze mois s'inscrivent en hausse de 2% sur le trimestre et de 7% sur l'année écoulée.



Source : CGEDD-MEDOC

Les événements marquants récents

Octobre

◆ Start-ups

Une délégation d'entreprises accompagnées par Digital Réunion (ex-Artic) s'est rendue à Paris dans le cadre du IE Venture, intégrant le **concours Venture Days**. L'événement fait émerger des projets innovants d'origines francophones, en vue de séduire des investisseurs internationaux. Datarocks figure parmi les finalistes pour son logiciel de Business Intelligence Prompto tandis qu'OpenSphere, spécialisée dans la gestion en sécurité et système d'information, a reçu le label France Cybersecurity.

◆ Entreprises

L'entreprise Isautier ajoute une nouvelle récompense à son palmarès cette année. Dans sa gamme de rhums arrangés, les parfums « banane flambée » et « gingembre-citron », déjà en tête des ventes au niveau national, viennent d'être distingués par le très convoité label « **Saveur de l'année 2016** ». A la clé de cette reconnaissance, un référencement garanti dans les rayons spiritueux des grandes surfaces de métropole.

◆ Coopération régionale

Le Club Export Réunion, en partenariat avec le Groupement des Entreprises de Madagascar, a mis en place les 2èmes « **Rencontres Réunion/Madagascar** » sous le thème du « Développement Durable et Solutions Innovantes ». Pendant deux jours, les entrepreneurs et institutionnels malgaches invités ont pu découvrir différents sites et équipements réunionnais, profiter de rendez-vous B-to-B et établir de nouvelles opportunités d'affaires dans notre île.

Novembre

◆ Entreprises

Le Président du MEDEF (Mouvement des Entreprises de France), Pierre GATTAZ, a participé au **séminaire « Formidable Réunion »** organisé par le MEDEF Réunion. Présentant sa vision du monde de l'entrepreneuriat à La Réunion et les solutions d'avenir qu'il envisage pour notre territoire, M. GATTAZ a insisté sur les freins à notre compétitivité, notamment la fiscalité et une réglementation du travail trop rigide. Le président du MEDEF est également venu à la rencontre de porteurs de projet réunionnais qui ont l'ambition de créer leurs entreprises.

◆ Marketing territoriale

Une délégation de six entreprises réunionnaises s'est rendue au **salon « Africa com »** au Cap, dédié aux activités du numérique. En collaboration avec Business France, Nexa a pu présenter le savoir-faire réunionnais en matière de création logicielle, de consulting ou de solutions numériques. La délégation s'est rapprochée de l'association Cap 40, réseau social et plateforme d'échanges de ressources aidant les chefs d'entreprises dans leurs démarches en Afrique du Sud.

◆ Coopération régionale

Organisées par le Club Export Réunion, en collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie France-Maurice, les 4èmes « **rencontres Maurice-Réunion** » du développement durable se sont déroulées à Flic en Flac à Maurice. Durant deux jours, des conférences, ateliers et rendez-vous Be to Be ont permis à plus de 60 entreprises réunionnaises, et autant de mauriciennes, d'échanger sur la thématique « Smart Cities ».

◆ Nomination

Un nouveau **secrétaire général pour les affaires régionales** de La Réunion et un nouveau sous-préfet de Saint-Pierre ont été nommés. Loïc Armand, sous-préfet hors-classe, en charge de l'arrondissement Sud, a pris ses nouvelles fonctions au SGAR auprès du préfet de La Réunion. A la sous-préfecture de Saint-Pierre, il est remplacé par Vincent Lagoguey, administrateur civil hors classe.

◆ Innovation

La première édition du **concours Innovation Outre-Mer**, s'est tenue à Paris dans les locaux du Hub BPI France, organisée par le réseau Outre-Mer Network, la société Impact Partenaires et BPI France. Une trentaine d'entreprises ultramarines ont présenté leurs projets innovants devant de grands accélérateurs nationaux. Quatre entreprises réunionnaises sont reparties avec quatre prix sur les six décernés lors de la soirée.

Décembre

◆ Tourisme

L'IRT a décerné le label **Qualité Tourisme île de la Réunion** à 24 nouvelles structures touristiques. Reconnu par le dispositif Qualité Territoriale dans le Plan Qualité Tourisme depuis 2011. L'objectif de ce label, valable 3 années, est de garantir aux touristes des prestations de qualité tout en fédérant les démarches des professionnels. A La Réunion, 198 établissements d'activités diverses de restauration, d'hôtellerie ou gîtes ont reçu cette distinction depuis 1996.

◆ Talents

Le Casodom, Comité d'Action Sociale en faveur des Originaires des Départements d'Outre-Mer en Métropole, a organisé la 6^{ème} édition des **Talents de l'Outre-Mer**. Lors de la cérémonie, au Palais d'ÎENA à Paris, 54 ultra-marins ont été récompensés dont 10 Réunionnais qui ont reçu une médaille dans la catégorie Talents confirmés avec des profils aussi divers que artistes, architectes, entrepreneurs, ingénieurs ou encore doctorants.

◆ Elections régionales

La liste menée par Didier Robert (Union de la Droite) a été reconduite à la tête de la Région Réunion par la population pour les 5 années à venir. A l'issue du vote des nouveaux conseillers régionaux, Didier Robert a été réélu **président du conseil régional** de La Réunion avec 29 voix, soit l'ensemble des sièges de la majorité, contre 16 bulletins blancs ou nuls.

L'enquête auprès des dirigeant(e)s d'entreprises réunionnaises

Méthodologie :


Réalisée auprès d'un panel de 300 entreprises (30 par secteur d'activité) du **22 janvier au 10 février 2016** par l'institut IPSOS pour le compte de Nexa, l'enquête présente les soldes des opinions des chefs d'entreprises des principaux secteurs d'activité selon plusieurs axes d'analyse. Les résultats sont redressés selon les données de l'INSEE (établissements actifs au 31/12/2012) :

- Au niveau global, en fonction du poids réel de chaque secteur d'activité
- Par secteur d'activité, en fonction du poids de l'effectif salarié



Baromètre 4T2015	DEMANDE DU MARCHE	CHIFFRE D'AFFAIRES	MARGE ET RENTABILITE	PRIX DE VENTE	EFFECTIF SALARIE	FORMATION	INVESTISSEMENT	CAPACITE DE PRODUCTION	SOURCES DE FINANCEMENT	STOCK	ECONOMIE REUNIONNAISE
VS TRIMESTRE NORMAL											
Industrie Biens de conso.	4%	17%	3%	11%	17%	30%	21%	28%	10%	-4%	-15%
Industrie Autres	20%	21%	-21%	7%	-8%	-5%	38%	8%	16%	7%	11%
Commerce de détail	-50%	-38%	-32%	-5%	-4%	5%	-29%	-22%	-21%	-15%	-26%
Commerce de gros	-15%	-24%	-14%	-18%	-13%	-12%	-16%	16%	-14%	11%	-4%
Construction	-27%	-25%	-54%	-19%	-26%	-20%	-13%	-39%	-40%	-27%	-20%
Transports marchandises	13%	-3%	-11%	-10%	9%	-14%	20%	18%	2%	0%	0%
Transports passagers	9%	7%	-2%	-2%	-11%	-9%	3%	9%	13%	0%	11%
Numérique	-11%	-3%	-21%	-13%	-10%	2%	14%	7%	-13%	-3%	-29%
Hôtels et restaurants	-5%	-11%	-34%	-9%	0%	9%	3%	-3%	-13%	-13%	-7%
Autres services marchands	-4%	-7%	-38%	-17%	-4%	-6%	8%	14%	-20%	-8%	-43%
TOTAL	-12%	-13%	-32%	-12%	-7%	-4%	-1%	1%	-16%	-8%	-22%
VS TRIMESTRE précédent											
Industrie Biens de conso.	-5%	-9%	-2%	2%	25%	17%	6%	0%	-17%	-2%	-43%
Industrie Autres	20%	42%	-7%	-10%	6%	-10%	5%	-12%	10%	-15%	0%
Commerce de détail	-13%	-9%	-22%	3%	-5%	-4%	-21%	-23%	-20%	-1%	-9%
Commerce de gros	14%	15%	-7%	-15%	-14%	-10%	-15%	5%	-15%	1%	-15%
Construction	-29%	-21%	-20%	-15%	-12%	-15%	-18%	-23%	-36%	-18%	-26%
Transports marchandises	-15%	1%	-11%	1%	-9%	-10%	-8%	-12%	-16%	0%	-17%
Transports passagers	25%	7%	-4%	-9%	13%	-13%	2%	16%	13%	0%	16%
Numérique	-13%	-6%	-21%	-15%	-6%	5%	3%	-11%	-16%	-2%	-21%
Hôtels et restaurants	-7%	-12%	-29%	-6%	-3%	-6%	3%	-7%	-14%	-9%	2%
Autres services marchands	-19%	3%	-22%	-18%	-12%	-6%	-3%	-25%	-19%	-17%	-43%
TOTAL	-9%	1%	-18%	-11%	-6%	-6%	-8%	-15%	-18%	-10%	-23%
VS TRIMESTRE Prochain											
Industrie Biens de conso.	-15%	-9%	-6%	15%	-19%	0%	19%	17%	10%	7%	-49%
Industrie Autres	19%	8%	14%	7%	22%	20%	24%	10%	20%	8%	0%
Commerce de détail	4%	11%	3%	0%	0%	4%	-9%	5%	-23%	-5%	-2%
Commerce de gros	-11%	-28%	-15%	-14%	1%	1%	-5%	17%	-2%	15%	-12%
Construction	3%	3%	-19%	-7%	-9%	-9%	-17%	-4%	-36%	-22%	-11%
Transports marchandises	31%	16%	0%	19%	-3%	-7%	20%	10%	17%	0%	-3%
Transports passagers	2%	-8%	-25%	-2%	7%	7%	9%	15%	9%	0%	-8%
Numérique	21%	10%	-8%	-6%	5%	21%	-8%	14%	5%	0%	8%
Hôtels et restaurants	0%	-18%	-30%	0%	-6%	-14%	-5%	-14%	-10%	-3%	-1%
Autres services marchands	-1%	-2%	9%	9%	-4%	1%	5%	14%	-8%	-3%	-6%
TOTAL	1%	-2%	-3%	2%	-2%	1%	0%	9%	-9%	-2%	-7%

Exemple de lecture du tableau :

 : représente l'évolution des valeurs issues des enquêtes précédentes, avec les derniers points (foncés) et les points bas (clairs).

-15% : représente l'écart entre les industriels de biens de consommation qui pensent que l'économie réunionnaise

se porte mieux au quatrième trimestre 2015 par rapport aux prévisions faites, et ceux qui pensent qu'au contraire l'économie locale s'est dégradée en ce début d'année. Par conséquent, un solde d'opinion négatif traduit un plus grand nombre d'entreprises pessimistes quant à l'indicateur concerné.

Les perspectives à court et moyen terme

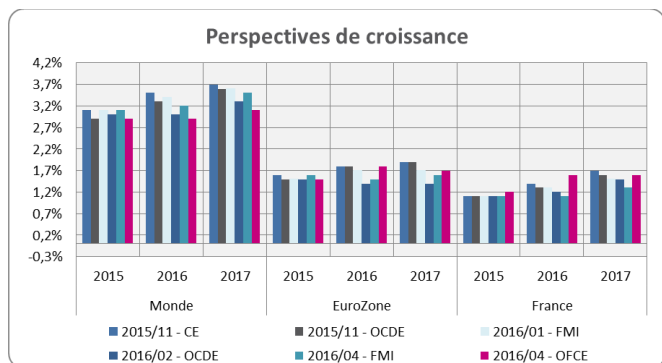
● La scène internationale et européenne

La croissance mondiale a encore ralenti au quatrième trimestre 2015, entraînant les institutions internationales à réviser leurs estimations pour 2016 et 2017. Les unes après les autres, elles ont publié des perspectives de moins en moins optimistes en début d'année et s'appêtent à réduire à nouveau leurs prévisions au premier semestre.

Si l'économie américaine rassure pour le moment, le ralentissement économique chinois, provoqué par la faiblesse de la demande mondiale et l'insuffisance de relais intérieur, ne cesse d'inquiéter. Le Japon, toujours empêtré dans la déflation, ne fait guère mieux.

Si la chute des cours du pétrole et des matières premières apparaît comme un facteur favorable à la croissance dans les pays développés, en contrepartie, elle agit comme un élément aggravant pour les pays émergents. Ceux-ci voient fondre leurs recettes, fragilisant leurs économies tributaires de leurs seules ressources naturelles, ouvrant une nouvelle incertitude pour les marchés financiers, quand à leurs capacités à rembourser leurs dettes.

Les turbulences qui ont affecté les bourses mondiales en février, ont achevé de révéler la fragilité de l'économie mondiale. Les doutes s'accroissent quant aux risques de développement d'une nouvelle crise financière. Celle-ci serait alors difficilement maîtrisable compte tenu de l'endettement des Etats et des politiques monétaires accommodantes déjà menées.



Sources : Communauté Européenne, FMI, OCDE, OFCE

En Europe, afin de compenser les politiques d'austérité menées par les Etats, la Banque Centrale Européenne maintient une politique monétaire non conventionnelle, destinée à relancer la croissance, et amplifie encore son intervention. En mars, ses trois taux directeurs ont de nouveaux été abaissés : le taux de dépôts est passé de -0,3% à -0,4%, le taux de refinancement est réduit à 0% contre 0,05% et le taux marginal (quotidien) est ramené à 0,25% au lieu de 0,3% auparavant. Ceci afin d'encourager les banques à financer l'économie.

En complément de ces mesures de taux agissant via le système bancaire, l'institut a réévalué son programme de rachat d'actifs (quantitative easing) de 20 milliards d'euros, soient 80 milliards d'euros par mois jusqu'en

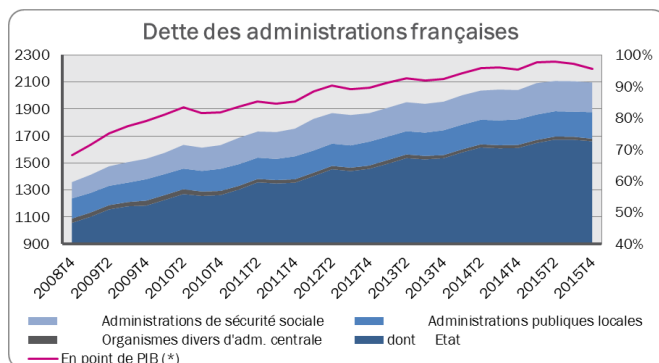
avril 2017. Qui plus est, la cible a été élargie aux dettes privées des entreprises non financières, dans le but d'alléger le bilan des banques et accroître leurs liquidités.

En cas d'échec de ces mesures exceptionnelles, il est déjà fait allusion à l'arme ultime : la « monnaie hélicoptère ». Des sommes financières créditées directement sur les comptes des agents économiques et destinées à relancer la consommation.

Par ailleurs, d'un point de vue géopolitique, la menace d'un Brexit (sortie du Royaume-Uni) et la résurgence de la problématique de la dette grecque viennent bousculer davantage une union déjà fragilisée, comme le montrent les difficultés à gérer la crise migratoire.

● La politique économique française

En France, le gouvernement a pu compter sur une légère croissance et sur des taux négatifs pour réduire la charge de la dette de 2,3 milliards d'euros, en baisse de -4,5%. A fin décembre, la dette française repassait sous les 2 100 milliards d'euros, à 95,7% du PIB (contre 98% à fin juin). La part de l'Etat a été légèrement réduite de 0,7% sur le trimestre à l'inverse de celle des collectivités locales qui augmente de 5,7%.



Source : INSEE

A l'échelon des territoires, les lois de décentralisation successives, dont la récente loi NOTRe, posent la question des conditions dans lesquelles s'opèrent ces transferts de compétence.

Les baisses de dotations ne laissent d'autres choix aux collectivités, si elles veulent maintenir leur niveau d'investissement, d'avoir recours à l'emprunt et/ou d'opérer un relèvement de la fiscalité locale, le tout associé à des mesures d'économies sur le budget de fonctionnement quand cela est possible.

A La Réunion, le poids de la sphère publique, jusqu'à 85% de l'activité de la construction, doit inciter à modifier notre paradigme économique. Les transferts publics de la métropole ou de l'Europe, contraints par la situation économique, ont atteint leurs limites. L'internationalisation ne doit plus se cantonner au second rang mais au contraire devenir le moteur principal de notre économie, par l'exportation mais aussi par l'attractivité d'investisseurs extérieurs.

L'Observatoire Régional de l'Economie

L'Observatoire Régional de l'Economie met en œuvre un dispositif de suivi et d'anticipation quant à l'évolution des différents secteurs économiques de l'île de la Réunion. Les activités de l'observatoire permettent aux décideurs, aux institutionnels et au grand public d'obtenir des informations actualisées, de repérer les opportunités de développement et de favoriser une vision à long terme, relatives à l'économie réunionnaise intégrant ses dimensions sociétales et environnementales.

En 2015, les actions de l'observatoire s'organisent autour de quatre priorités :

- Collecter, agréger et produire des données stratégiques territoriales
- Analyser les dynamiques économiques et conjoncturelles
- Suivre et évaluer les politiques territoriales (programmes et plans d'aides)
- Intervenir en appui aux missions transversales (innovation, attractivité,...)

Publications disponibles :

📌 **Tourisme adapté - synthèse**

L'étude, menée par le groupement ENVIRONNEMENT PARTENAIRE et ALTEA, s'intéresse au tourisme des personnes en situation de handicap, souffrant d'une pathologie et à la recherche de bien-être. Un diagnostic a été accompagné d'une stratégie, restituée et partagée avec les différentes filières et les représentants institutionnels et privés.

📌 **Agriculture biologique**

La filière qui concerne les produits alimentaires mais aussi les plantes aromatiques, médicinales et à parfum, s'adresse à la fois à la demande locale comme à l'exportation, via la transformation locale. L'objectif transversal de l'étude, réalisée par le cabinet CYATHEA, est l'identification et la mobilisation des acteurs économiques tout au long de la chaîne de valeur à conforter.

📌 **Le microcrédit professionnel à La Réunion**

Dressant un tableau complet du dispositif local et des différentes institutions, le dossier offre un bilan en 2012 de la production ainsi que son évolution depuis plus de 5 ans. Il intègre les retombées sociales en termes d'entreprises, d'emplois créés et/ou maintenus mais aussi l'impact financier et l'effet de levier des crédits bancaires associés.

📌 **Panorama des industries agro-alimentaires à La Réunion**

En partenariat avec la Direction de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion, Nexa propose un panorama complet des différentes industries agroalimentaires à la Réunion en 2010.

📌 **Les notes de conjoncture trimestrielles**

L'Observatoire Régional de l'Economie publie sa note de conjoncture retraçant la tendance macro-économique de La Réunion chaque trimestre, les faits marquants et les perspectives à court et moyen terme. Elles incluent les résultats des enquêtes auprès des dirigeants d'entreprises réunionnaises.

📌 **Les industries culturelles et créatives à La Réunion : diagnostic et perspectives**

En partenariat avec la Région Réunion et le Secrétariat générale aux affaires régionales, Nexa propose un diagnostic des industries culturelles et créatives à la Réunion, leurs potentialités ainsi que leurs perspectives de développement.

Prochainement :

- Attractivité, compétitivité et positionnement international de La Réunion
- Diagnostic et perspectives de l'économie circulaire à La Réunion

Pour en savoir plus : www.nexa.re/observer-la-reunion

Nouveauté : les indicateurs conjoncturels et le baromètre des dirigeants sont accessibles en ligne.

NEXA Agence Régionale de Développement, d'Investissement et d'Innovation

VISION

En tant qu'accélérateur de projets de La Réunion, NEXA a pour rôle d'accompagner le développement économique du territoire et d'en accroître l'attractivité.

L'action de NEXA vise à renforcer la compétitivité et la durabilité de l'économie réunionnaise dans les domaines piliers de la stratégie régionale :



Agroalimentaire



Technologies de l'Information
et de la Communication (TIC)



Energies renouvelables
Environnement



Tourisme

DES MÉTIERS INTERCONNECTÉS

Pour assurer ses missions, NEXA s'appuie sur des métiers interconnectés et centrés sur la prospective, l'animation de réseaux, la veille, l'ingénierie de projets, la mise en œuvre d'actions de promotion et la contribution à la structuration de nouvelles filières.



CONTACTEZ NOUS

62, Boulevard du Chaudron - BP 60030 - 97491 Sainte Clotilde Cedex
Tél. +262 262 20 21 21 / Fax +262 262 41 00 26

observatoire@nexa.re

www.nexa.re

